

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2005 B 02595

Numéro SIREN : 432 713 063

Nom ou dénomination : SMC SERVICES

Ce dépôt a été enregistré le 21/02/2019 sous le numéro de dépôt 1485

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 219 307	2 925 236	294 071	111 625
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles	550		550	
TOTAL immobilisations incorporelles	3 219 857	2 925 236	294 621	111 625
Terrains				
Constructions	1 271 806	1 003 380	268 426	354 912
Installations techniques, matériel	118 317	88 388	29 929	36 554
Autres immobilisations corporelles	1 809 339	1 697 053	112 286	293 570
Immobilisations en cours	95 818		95 818	59 573
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	3 295 280	2 788 821	506 459	744 608
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 070		3 070	4 950
Autres immobilisations financières	121 653		121 653	119 535
TOTAL immobilisations financières	124 723		124 723	124 485
Total Actif Immobilisations	6 639 860	5 713 057	925 803	970 618
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	1 058 220		1 058 220	1 106 696
Autres créances	3 328 300		3 328 300	3 385 791
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	4 386 521		4 386 521	4 492 486
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	723 828		723 828	201 891
TOTAL Disponibilités	723 828		723 828	201 891
Charges constatées d'avance	180 514		180 514	188 389
TOTAL Actif Circulant	5 290 863		5 290 863	1 002 566
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total général (VI)	11 930 723	5 713 057	6 216 666	5 865 104

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 805 139)		805 139	805 139
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		44 552	35 682
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)			
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)			
TOTAL Réserves		44 552	35 682
Report à nouveau		1 020 450	851 929
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		80 286	177 390
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		177 898	202 035
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		2 128 323	2 072 176
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			
Provisions pour risques		124 785	10 632
Provisions pour charges		117 561	114 882
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		242 346	125 514
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)		1 156 948	1 206 750
TOTAL Dettes financières		1 156 948	1 206 750
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 278 352	966 300
Dettes fiscales et sociales		1 295 351	1 395 926
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		42 180	11 156
Autres dettes		73 164	85 662
TOTAL Dettes d'exploitation		2 689 047	2 459 044
Produits constatés d'avance			
TOTAL DETTES (IV)		3 845 995	3 665 794
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL GENERAL PASSIF (I + V)		5 974 318	5 737 970

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	11 182 617	9 200	11 191 817	11 217 283
Chiffres d'affaires nets	11 182 617	9 200	11 191 817	11 217 283
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			21 736	98 095
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			23 170	12 907
Autres produits				
Total des produits d'exploitation (I)			11 236 723	11 328 285
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			33	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			14	-1 741
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 958 032	4 581 083
Impôts, taxes et versements assimilés			307 289	398 939
Salaires et traitements			3 888 843	4 184 810
Charges sociales			1 496 434	1 602 468
Dotations sur immobilisations			425 989	485 983
Dotations d'exploitation				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			115 739	9 250
Pour risques et charges : dotations aux provisions			96 514	91 921
Autres charges				
Total des charges d'exploitation (II)			11 288 381	11 372 113
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-52 164	-24 427
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			4 191	1 272
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			461	715
Reprises sur provisions et transferts de charges				4 758
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			4 652	6 745
Dotations financières aux amortissements et provisions			2 598	
Intérêts et charges assimilées			68 303	71 230
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			70 901	71 300
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-66 249	-64 486
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-118 413	-88 913

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		104 166
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	114 306	217 292
Total des produits exceptionnels (VII)	114 306	321 458
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		145 450
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		708
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	88 786	60 946
Total des charges exceptionnelles (VIII)	88 786	207 104
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	25 519	114 354
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	4 297	65 085
Impôts sur les bénéfices (X)	-177 476	-217 034
Total des produits (I - II - V - VI)	1 445 381	1 445 188
Total des charges (III - IV - VII - IX - X)	1 364 595	1 328 098
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	80 286	177 390



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

SMC Services S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2018

SMC Services S.A.S.

155, rue du Dirigeable - ZI des Paluds - 13400 Aubagne

Ce rapport contient 28 pages

GM-184-026



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

SMC Services S.A.S.

Siège social : 155, rue du Dirigeable - ZI des Paluds - 13400 Aubagne
Capital social : €.805 139

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2018

A l'attention de l'Associé unique de la société SMC Services S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SMC Services S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 2 « Règles et méthodes comptables – Application du principe de continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels expose la situation d'endettement et de trésorerie du Groupe au 31 août 2018 ainsi que le contexte dans lequel les comptes consolidés ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous estimons que la note correspondante de l'annexe donne une information appropriée sur la situation de votre société au regard du contexte dans lequel les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus ainsi que les informations fournies en annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

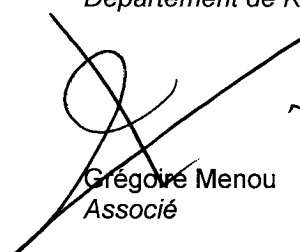
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 6 décembre 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Grégoire Menou
Associé

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 219 307	2 925 236	294 071	111 625
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles	550		550	
TOTAL immobilisations incorporelles	3 219 857	2 925 236	294 621	111 625
Terrains				
Constructions	1 271 806	1 003 380	268 426	354 912
Installations techniques, matériel	118 317	88 388	29 929	36 554
Autres immobilisations corporelles	1 809 339	1 697 053	112 286	293 570
Immobilisations en cours	95 818		95 818	59 573
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	3 295 280	2 788 821	506 459	744 608
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 070		3 070	4 950
Autres immobilisations financières	121 653		121 653	119 535
TOTAL immobilisations financières	124 723		124 723	124 485
Total Actif Immobilisé (II)	6 639 860	5 714 057	925 803	980 718
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	1 058 220		1 058 220	1 106 696
Autres créances	3 328 300		3 328 300	3 385 791
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	4 386 521		4 386 521	4 492 486
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	723 828		723 828	201 891
TOTAL Disponibilités	723 828		723 828	201 891
Charges constatées d'avance	180 514		180 514	188 389
TOTAL Actif Circulant (III)	5 290 863		5 290 863	4 882 766
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (VI)	11 930 723	5 714 057	6 216 666	5 863 484

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 805 139)		805 139	805 139
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		44 552	35 682
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)			
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)			
TOTAL Réserves		44 552	35 682
Report à nouveau		1 020 450	851 929
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		80 286	177 390
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		177 898	202 035
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		2 128 324	2 072 176
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			
Provisions pour risques		124 785	10 632
Provisions pour charges		117 561	114 882
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		242 346	125 514
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)		1 156 948	1 206 750
TOTAL Dettes financières		1 156 948	1 206 750
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 278 352	966 300
Dettes fiscales et sociales		1 295 351	1 395 926
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		42 180	11 156
Autres dettes		73 164	85 662
TOTAL Dettes d'exploitation		2 689 047	2 459 044
Produits constatés d'avance			
TOTAL DETTES (IV)		3 845 996	3 665 794
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		6 216 666	5 863 484

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	11 182 617	9 200	11 191 817	11 217 283
Chiffres d'affaires nets	11 182 617	9 200	11 191 817	11 217 283
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			21 736	98 095
Autres produits			23 170	12 907
Total des produits d'exploitation (I)			11 236 723	11 328 286
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			33	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			14	-1 741
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 958 032	4 581 083
Impôts, taxes et versements assimilés			307 289	398 939
Salaires et traitements			3 888 843	4 184 810
Charges sociales			1 496 434	1 602 468
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	425 989	485 983
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	115 739	9 250
Autres charges			96 514	91 921
Total des charges d'exploitation (II)			11 288 886	11 352 743
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-52 164	-24 427
Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)		
Produits financiers de participations			4 191	1 272
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			461	715
Reprises sur provisions et transferts de charges				4 758
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			4 652	6 745
Dotations financières aux amortissements et provisions			2 598	
Intérêts et charges assimilées			68 303	71 230
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			70 901	71 230
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-66 249	-64 486
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-118 413	-88 913

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		104 166
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	114 306	217 292
Total des produits exceptionnels (VII)	114 306	321 458
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		145 450
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		708
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	88 786	60 946
Total des charges exceptionnelles (VIII)	88 786	207 104
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	25 519	114 354
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	4 297	65 085
Impôts sur les bénéfices (X)	-177 476	-217 034
TOTAL DES PRODUITS (I + III + IV + VII)	11 355 681	11 656 488
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	11 275 395	11 479 098
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	80 286	177 390

SMC SERVICES S.A.S.
au 31 août 2018

**ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE
DU 1er SEPTEMBRE 2017 AU 31 AOUT 2018**

**SMC SERVICES S.A.S
ZI DES PALUDS
155 RUE DU DIRIGEABLE
13400 AUBAGNE
N° SIRET : 432 713 063 00027**

Sommaire

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	3
2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES.....	3
3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	3
4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4
5. DEPRECIATION D'ACTIFS IMMOBILISES.....	5
6. AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	6
7. IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL	6
8. IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	6
9. IMMOBILISATIONS MOUVEMENTS DE L'EXERCICE	7
10. STOCKS.....	8
11. OPERATIONS EN DEVISES	8
12. CREANCES.....	9
13. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE.....	9
14. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.....	10
15. CAPITAL SOCIAL	10
16. PROVISIONS.....	10
17. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES.....	12
18. DETTES D'EXPLOITATION ET DIVERS	12
19. PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES	13
20. PERSONNEL	14
21. RESULTAT FINANCIER.....	15
22. RESULTAT EXCEPTIONNEL	15
23. CONSOLIDATION.....	15
24. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES AU 31/08/2017	16
25. IMPOTS SUR LES BENEFICES	16
26. ENGAGEMENTS FINANCIERS.....	19
27. ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE.....	19

Les montants présentés dans l'annexe sociale sont exprimés en milliers d'euros.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Madame Catherine Rivoallon, Présidente de SMC Services S.A.S. a démissionné le 29 septembre 2017 et a été remplacée dans ses fonctions par Patrick Puy.

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2018 sont établis conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03, n°2015-06 et n°2016-07 relatif au Plan Comptable Général. Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

L'enregistrement des éléments inscrits en comptabilité a été pratiqué par référence à la méthode des coûts historiques.

Application du principe de continuité de l'exploitation

Au 31 août 2018, le Groupe VIVARTE, dont la Société SMC SERVICES est une filiale, dispose d'une trésorerie d'environ 175 M€ qui lui permet notamment de continuer à financer la Société à travers un financement court terme octroyé par Financière Vivarte d'une part (centrale de trésorerie du Groupe) et un financement moyen terme octroyé par Vivarte par le biais d'emprunts moyen terme « New Money » d'autre part.

Le 18 juillet 2018, le Groupe a obtenu de la part de ses prêteurs un accord de renonciation à l'application de son ratio de levier pour le 31 août 2018, celui-ci n'est donc pas testé à la clôture de l'exercice. Par ailleurs, le Groupe a respecté les deux autres covenants bancaires auxquels il était soumis au titre de l'exercice clos le 31 août 2018.

En conséquence, les comptes annuels de la Société sont arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation au titre de l'exercice clos le 31 août 2018.

3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'apport ou leur coût d'acquisition.

Concessions, brevets et droits similaires :

- Les marques sont des actifs à durée de vie indéfinie protégés juridiquement et ne donnent donc lieu à aucune constatation d'amortissement.
- Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 2 à 5 ans.

Fonds commercial :

Les montants figurant au bilan se composent :

- de fonds de commerce dont la durée de vie est présumée illimitée ne donnant lieu à aucune constatation d'amortissements,
- de droits au bail de magasins et/ou autres éléments protégés juridiquement ne donnant également lieu à aucune constatation d'amortissements.

Depuis le 1^{er} septembre 2010, les frais d'acquisition (honoraires, droits d'enregistrements, honoraires de commercialisation, frais d'actes, etc.) des droits au bail et fonds de commerce sont intégrés dans le coût d'acquisition de l'immobilisation.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur valeur d'apport ou leur coût d'acquisition. Les éléments d'actif immobilisés font l'objet de plans d'amortissements déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.

Les méthodes et durées pratiquées peuvent être récapitulées comme suit :

Nature	Mode	Durée (années)
Constructions	Linéaire	8 à 20
Sièges	Linéaire	15 à 40
Dépôts	Linéaire	15 à 25
Murs anciens de magasins en périphérie	Linéaire	15 à 25
Murs récents de magasins en périphérie	Linéaire	15 à 40
Murs de magasins centre ville et Centres commerciaux	Linéaire	15 à 40
Appartements	Linéaire	15 à 50
Mobilier et matériel de bureau	Linéaire	2 à 10
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5
Agencements et installations	Linéaire	1 à 20
Murs hors exploitation	Linéaire	33
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 8

Les immobilisations corporelles appelées à être cédées, font l'objet d'une revue détaillée visant à évaluer leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

5. DEPRECIATION D'ACTIFS IMMOBILISES

Les immobilisations sont soumises à des tests de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de la période ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- les taux d'intérêts du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

- La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour des immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations déjà comptabilisées.
- La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société fondée sur les cash-flows réels et prévisionnels.
- Si la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée.

6. AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Les amortissements dérogatoires sont calculés par différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique des actifs concernés par cette méthode.

K€	31/08/2017	Dotations	Reprises	31/08/2018
Amortissements dérogatoires	202	89	113	178
TOTAL	202	89	113	178

7. IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL

NEANT

8. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Titres de participation

NEANT

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts de garantie.

Leur valorisation est faite au coût historique d'acquisition.

Les autres immobilisations financières sont provisionnées lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité de non-recouvrement.

Etat des autres immobilisations financières par échéance (en K€)	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Dépôt de garantie	122		122
Autres immobilisations financières			
TOTAL AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	122	-	122

Actions Propres

NEANT

9. IMMOBILISATIONS MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS (en K€)	VALEUR BRUTE DEBUT EXERCICE	AQUISITIONS	CESSION, MISES HS ET PAR VIREMENTS POSTE A POSTE	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE
INCORPORELLES				
Brevets et marques				
Logiciels	2 906	313	-	3 219
Fonds de commerce				
Droit au bail				
Frais acquisition Fonds de commerce, Droit au bail				
Mail de fusion				
Acomptes sur immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles				
SOUS TOTAL	2 906	313	-	3 219
CORPORELLES				
Construction sol propre	1 083	-	-	1 083
AAI construction sol propre	171	18	-	189
Matériel et outillage	118	-	-	118
AAI mobilier	611	4	-	614
Véhicules	7	-	-	7
Matériel de bureau et informatique	1 188	0	-	1 188
Immobilisations en cours	60	36	-	96
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-	-	-
SOUS TOTAL	3 237	58	-	3 295
FINANCIERES				
Titres de participations	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	124	8	8	125
SOUS TOTAL	124	8	8	125
TOTAL	6 268	379	8	6 639

Conformément au règlement ANC 2015-06, les malis techniques de fusion ont été réaffectés aux actifs sous-jacents.

AMORTISSEMENT (en K€)	AMORT. DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS (*)	DIMINUTIONS, SORTIES ET REPRISES	AMORT. FIN EXERCICE
INCORPORELLES				
Brevets et marques				
Logiciels	2 795	130	-	2 925
Droit au bail				
Fonds de commerce				
SOUS TOTAL	2 795	130	-	2 925
CORPORELLES				
Constructions sol propre	796	89	-	885
AAI construction sol propre	103	15	-	118
Matériel et outillage	82	7	-	88
Véhicules	7	-	-	7
Matériel de bureau et informatique	983	110	-	1 093
Mobilier	521	75	-	597
Avances et acomptes sur immobilisations				
SOUS TOTAL	2 493	296	-	2 789
TOTAL	5 288	426	-	5 714

(*) aucune dotation pour dépréciation constatée sur l'exercice

10. STOCKS

Valeur brute

NEANT

Dépréciations

NEANT

11. OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. En cas de couverture de change, les dettes et créances sont converties au cours de couverture.

L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent. Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques.

L'application du nouveau règlement ANC n° 2015-05 applicable au 1er janvier 2017 n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes clos au 31 août 2018.

12. CREANCES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Le cas échéant, elles ont été dépréciées sous forme de provisions pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

Etat des créances par échéance :

Etat des créances par échéance (en K€)	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances douteuses ou litigieuses	-	-	-
Autres créances clients	1 058	1 058	-
Personnel et comptes rattachés	16	16	-
Etat - Impôt sur les bénéfices	772	772	-
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	92	92	-
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	92	92	-
Groupe et associés	2 356	2 356	-
Débiteurs divers	-	-	-
Charges constatées d'avance	181	181	-
TOTAL CREANCES	4 567	4 567	-

Etat des Produits à recevoir :

En milliers d'euros	31/08/2018	31/08/2017
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
SOUS TOTAL	-	-
CREANCES		
Factures à établir	-	-
Avoir non parvenus	-	-
Produits à recevoir		
Débiteurs divers		
Créances sur cessions d'actifs		
SOUS TOTAL	-	-
TOTAL	-	-

13. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/08/2018	31/08/2017
Charges d'exploitation	181	192
Charges financières	-	-
TOTAL	181	192

Les charges constatées d'avance correspondent à des loyers pour 63K€ et 118K€ d'autres frais généraux.

14. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Néant

15. CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à 805 milliers d'euros. Il est composé de 52 796 actions de valeur nominale de 15.25 € euro chacune.

Evolution du capital social et des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital		Primes, réserves, provisions
	Nombre d'action	Montant	
Montant au début de l'exercice	52 796	805	1 065
Mouvement en capital			
Distribution de dividendes			
Provisions réglementées			178
Résultat de l'exercice			80
Montant en fin de l'exercice	52 796	805	1 323
Total capitaux propres			2 128

Détail des primes, réserves et provisions réglementées

En milliers d'euros	31/08/2018	31/08/2017
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	
Réserve légale, autres réserves	45	36
Report à nouveau	1 020	852
Provisions réglementées	178	202
Primes réserves et provisions réglementées	1 243	1 090
Résultat de l'exercice	80	177
TOTAL	1 323	1 267

16. PROVISIONS

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (en K€)	31/08/2017	DOTATIONS	REPRISES	REPRISES UTILISEES	REPRISES NON UTILISEES	31/08/2018
Prov. pour litiges loyers					-	-
Prov. pour litiges et droits économiques					-	-
Prov. pour litiges prud'homaux	9	116			-	125
Prov. pour perte de change					-	-
Prov. pensions, obligations simil.	93	2			-	95
Prov. pour restructuration					-	-
Autres prov. risques et charges	1		1		1	0
Provisions médailles du travail	22	1				23
TOTAL	125	119	1	-	1	243
Exploitation		116				
Financier		3				
Exceptionnel			1		1	

Provision Médailles du travail

Les médailles du travail font l'objet d'une évaluation selon une méthode prospective. La valorisation des engagements tient compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel, du taux de réclamation ainsi que des hypothèses économiques (taux d'inflation et taux d'actualisation) ; l'âge de départ en retraite retenu est de 65 ans.

Provision Prud'hommes

Tous les dossiers faisant l'objet d'un litige devant les prud'hommes sont recensés et sont provisionnés suivant le risque estimé.

Autres provisions pour risques et charges

Il s'agit principalement de la reprise sur provision au titre de la participation 2010/2014 pour 1382,06€ au 31 août 2018.

Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées

Les coûts de prestations de retraite et assimilées (indemnités de départ, compléments de retraite) au bénéfice du personnel actif et retraité, mis à la charge de l'entreprise, sont provisionnés dans les comptes.

Ces différentes prestations font l'objet d'une évaluation actuarielle chaque année, selon une méthode prospective prenant en compte les droits acquis à la clôture de l'exercice.

A l'exception de la part couverte par un contrat d'assurance et de celle déjà versée à Vivarte, les indemnités brutes de départ en retraite sont provisionnées en charges à payer pour un montant de 73 K€.

Les charges sociales relatives aux indemnités de départ en retraite sont comptabilisées en provisions pour risques et charges.

En milliers d'euros	31/08/2018	31/08/2017
Valeur actualisée de l'engagement brut	243	239
Provisions pour risques et charges	243	126
TOTAL	486	365

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements de retraite sont les suivants :

- Taux moyen de turn-over des 5 dernières années normatives par pôle et par catégorie de personnel
- Table de mortalité : TH/TF 00 – 02
- Taux d'actualisation : 1,75%
- Taux de revalorisation des salaires : 1,75%
- Age de départ à la retraite : 65 ans pour toutes les catégories socio-professionnelles

- Mode de départ à la retraite : départ volontaire
- Le coût des services rendus est comptabilisé en charges d'exploitation pour 25K€, la composante financière (coût actuariel et produit de rendement attendu des actifs de régime) est présenté en produits financiers pour 2 K€.

17. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En milliers d'euros	EMPRUNTS ET DETTES			
	auprès d'établissements de crédit		Divers	
	31/08/2018	31/08/2017	31/08/2018	31/08/2017
A moins de 1 an			27	56
De 1 à 5 ans			1 130	1 151
Plus de 5 ans			-	-
TOTAL	-	-	1 157	1 207

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	50

18. DETTES D'EXPLOITATION ET DIVERS

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les charges fiscales et sociales sur indemnités de congés payés sont rattachées aux dettes fiscales et sociales.

Etat des dettes par échéance (en K€)	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an et 5 ans au plus	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	1 278	1 278		
Fournisseurs - effets à payer	-	-		
Personnel et comptes rattachés	428	428		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	449	449		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	81	81		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	337	337		
Dettes immobilisations et comptes rattachés	42	42		
Groupe et associés				
Autres dettes	73	73		
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	2 689	2 689	-	-

Charges à payer

En milliers d'euros	31/08/2018	31/08/2017
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	7	7
Avances et acomptes sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	298	400
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Dettes fiscales et sociales	917	1 001
Autres dettes	-	-
TOTAL	1 222	1 409

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 10.7 k€ pour l'exercice 2017/2018 versus 10.7 k€ en 2016/2017.

Produits constatés d'avance

NEANT

19. PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des éventuels rabais, remises, ristournes accordés.

Ventilation du chiffre d'affaires

CA en milliers d'euros	31/08/2018			31/08/2017		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises	-	-	-	-	-	-
Prestations de services et divers	11 183	9	11 192	11 217	-	11 217
TOTAL	11 183	9	11 192	11 217	-	11 217

Transferts de charges

En milliers d'euros	31/08/2018	31/08/2017
Sinistre sur stocks		
Charges de personnel et transactions	22	30
Achats externes		
Indemnités d'assurance		
Créances irrécouvrables		
Honoraires		
Stocks matières premières		
Autres		42
TOTAL	22	72

Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation représentent 23 K€ sur l'exercice.

20. PERSONNEL

Effectif moyen de l'exercice

Catégorie	31/08/2018	31/08/2017
Cadres	25	27
Assimilés cadres	6	6
Employés	115	120
Ouvriers		
Personnel mis à disposition		
TOTAL	146	153

Engagements en matière de droit individuel à la formation

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation met en œuvre le compte personnel de formation (CPF) qui remplace le DIF à compter du 1er janvier 2015.

Le compteur des heures du CPF est individualisé et accessible sur le site www.moncompteformation.gouv.fr/.

Rémunérations des organes d'administration et de direction

NEANT

21. RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31/08/2018	31/08/2017
Produits financiers de participations	4	1
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	0	1
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	5
Différences positives de change	-	-
Produits net de cession des valeurs mobilières	-	-
SOUS-TOTAL PRODUITS	5	7
Dotations financières aux amortissements et provisions	- 3	-
Intérêts et charges assimilés	- 68	- 71
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de VMP	-	-
SOUS-TOTAL CHARGES	- 71	- 71
RESULTAT FINANCIER	- 66	- 64

22. RESULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	31/08/2018	31/08/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	104
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	114	217
SOUS-TOTAL PRODUITS	114	321
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	- 44
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	- 102
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	- 89	- 61
SOUS-TOTAL CHARGES	- 89	- 207
RESULTAT EXCEPTIONNEL	26	114

Le résultat exceptionnel est constitué essentiellement :

- Des reprises pour amortissement dérogatoire 89 K€,
- D'une dotation pour amortissements dérogatoire de 114k€

23. CONSOLIDATION

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

NOVARTEX SAS au capital de 1 228 548 790,64 euros ayant son siège social 28 avenue de Flandre, 75949 PARIS Cedex 19.

24. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES AU 31/08/2018

Les transactions entre les parties liées visées à l'article R. 123-198 11° du code de commerce ont été conclues à des conditions normales de marché. A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires.

25. IMPOTS SUR LES BENEFICES

Aux termes d'une convention spécialement conclue à cet effet, la Société SMC Services SAS est intégrée fiscalement dans le périmètre de la société Novartex.

A ce titre, SMC Services SAS doit acquitter annuellement à la société tête de groupe une somme égale au montant de l'impôt sur les sociétés dont elle aurait été normalement redevable si elle n'avait pas fait partie du groupe intégré.

Les incidences sur l'impôt sur les sociétés sont les suivantes :

- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel la société est solidaire : NEANT
- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale : NEANT
- Report en arrière des déficits : NEANT
- Impôt correspondant : NEANT
- Cumul des déficits reportables : NEANT

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi - CICE

Conformément à la 3ème loi de finances rectificatrice pour 2012, la société SMC Services SAS bénéficie du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE).

En accord avec les textes en vigueur, la Société a opté pour une présentation du produit à recevoir au titre du CICE en minoration de l'impôt sur les sociétés.

Le CICE a été utilisé conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du CGI, et a contribué aux efforts entrepris par la Société en matière d'avantages au personnel et d'investissement.

Un produit à recevoir a été comptabilisé au titre des rémunérations éligibles et versées depuis le 1er janvier 2018 ; il s'élève à 124 k€ dans les comptes de la Société au 31 août 2018.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Résultat Courant	Résultat Exceptionnel	Participation	TOTAL
Résultat avant impôt	- 118	26	- 4	- 97
Réintégrations	- 146		18	- 128
Déductions	37		33	70
TOTAL	- 302	26	- 19	- 296
Impôt				
Contribution additionnelle				
Crédits d'impôt	- 177			- 177
Impôt sur les sociétés	- 177			- 177

Risques fiscaux

La société ne fait l'objet d'aucune vérification fiscale.

Situation fiscale latente ou différée

VARIATION DES BASES D'IMPÔTS DIFFÈRES OU LATENTS (en milliers d'euros)						
	DÉBUT EXERCICE		VARIATIONS		FIN EXERCICE	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
I. DECALAGES CERTAINS OU ÉVENTUELS						
1. Provisions réglementées						
Amortissements dérogatoires		202	24			178
2. Subventions d'investissement						
3. Charges non déductibles temporairement						
31. A déduire l'année suivante						
Participation des salariés		33	15			18
Organic		-				-
Effort Construction		31	2			29
Autres		-				-
32. A déduire ultérieurement						
Provision pour retraite		92		2		94
CAP		73				73
Autres						
4. Produits non taxables temporairement						
Plus values en sursis d'imposition						
5. Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisées						
TOTAL	-	431	41	2	-	392
II. ÉLÉMENTS A IMPUTER						
1. Déficits reportables		123		118		241
2. Amortissements différés						
3. Moins values à long terme						
4. Autres						
III. ÉLÉMENTS DE TAXATION ÉVENTUELLE						

26. ENGAGEMENTS FINANCIERS

Actifs de couverture des engagements en matière de pensions et indemnités assimilées (engagement reçu)

En tant que filiale du Groupe Vivarte, la société bénéficie d'une quote-part d'actifs gérés par Vivarte SAS par le biais d'un contrat d'assurance externe. Cette quote-part est proportionnelle au montant de l'engagement brut de la Société et elle s'élève à 56K€ au 31 août 2018 (vs. 52K€ au 31 août 2017)

27. ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Le 5 novembre 2018, le Groupe Vivarte, après avoir obtenu l'accord de son Conseil d'Administration en date du 18 octobre 2018, a annoncé la mise en vente des sociétés San Marina, Cosmoparis et Minelli.

SMC SERVICES

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 805 139 euros

Siège social : 155 rue du Dirigeable – ZI les Paluds – 13400 AUBAGNE

432 713 063 RCS MARSEILLE

« la Société »

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 14 DECEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit,

Le quatorze décembre,

A 9 heures trente,

Au 27/29 quai de la Seine • 75019 PARIS,

La Société VIVARTE, société par actions simplifiée, au capital de 180 552 836 euros, ayant son siège social 28 avenue de Flandre – 75019 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 308 449 024, représentée par son Président NOVARTEX, elle-même représentée par Monsieur Xavier Guery en vertu du pouvoir donné par Monsieur Patrick PUY, associée unique (l'« Associé Unique ») de la Société SMC SERVICES, est présente.

En l'absence de Monsieur Patrick Puy, Président non associé, l'Associé Unique désigne Monsieur Xavier Guery (Le Président) pour Présider la séance.

(...)

DEUXIEME RESOLUTION – Affectation du résultat de l'exercice

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président, décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à : 80 285,86 €

de la manière suivante :

- Au compte « réserve légale » pour un montant de : 4 014,29 €
- Au compte « report à nouveau » pour un montant de : 76 271,57 €

Après affectation, le montant des comptes :

- « Réserve légale » s'élèvera à : 48 565,94 €
- « Report à nouveau » s'élèvera à : 1 096.721,57 €

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée par l'Assemblée Générale

[.....]



Patrick PUY
Président

SMC SERVICES

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 805 139 euros

Siège social : 155 rue du Dirigeable – ZI les Paluds – 13400 AUBAGNE

432 713 063 RCS MARSEILLE

« la Société »

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 14 DECEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit,

Le quatorze décembre,

A 9 heures trente,

Au 27/29 quai de la Seine • 75019 PARIS,

La Société VIVARTE, société par actions simplifiée, au capital de 180 552 836 euros, ayant son siège social 28 avenue de Flandre – 75019 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 308 449 024, représentée par son Président NOVARTEX, elle-même représentée par Monsieur Xavier Guery en vertu du pouvoir donné par Monsieur Patrick PUY, associée unique (l'« Associé Unique ») de la Société SMC SERVICES, est présente.

En l'absence de Monsieur Patrick Puy, Président non associé, l'Associé Unique désigne Monsieur Xavier Guery (Le Président) pour Présider la séance.

(...)

DEUXIEME RESOLUTION – Affectation du résultat de l'exercice

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président, décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à : 80 285,86 €

de la manière suivante :

- Au compte « réserve légale » pour un montant de : 4 014,29 €
- Au compte « report à nouveau » pour un montant de : 76 271,57 €

Après affectation, le montant des comptes :

- « Réserve légale » s'élèvera à : 48 565,94 €
- « Report à nouveau » s'élèvera à : 1 096.721,57 €

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée par l'Assemblée Générale

[.....]



Patrick PUY
Président